

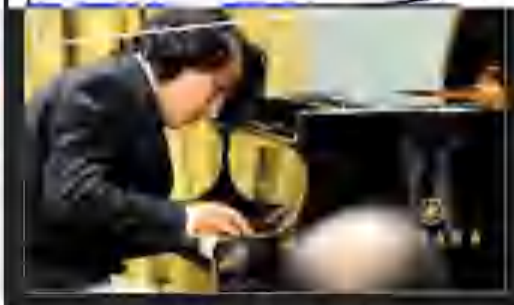
SOCIOLOGIE : UN RÉPERTOIRE DES PRATIQUES LANGAGIÈRES DES MÉDIAS EN ÉLABORATION À ORAN

Des travaux de recherche scientifique devant déboucher sur l'élaboration d'un répertoire des pratiques langagières dans l'espace médiatique national sont menés au Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), basé à Oran, a-t-on appris, hier, lors d'une rencontre consacrée à cette étude. «L'objectif de ces travaux consiste en l'analyse des procédés utilisés par les médias pour se rapprocher de leur auditoire ou lectorat», a précisé Imène Miri Benabdallah, directrice de l'équipe de chercheurs mobilisée dans le cadre de ce projet porté par le Crasc. Six chercheurs, issus notamment de la faculté des langues étrangères de l'Université Oran 2 Mohamed-Benahmed, sont investis dans ce travail d'investigation scientifique subdivisé en trois volets, à savoir les médias oraux (émissions radiophoniques), écrits (journaux papier) et numériques (réseaux sociaux et journaux en ligne). L'intérêt de ces linguistes se focalise notamment sur l'énoncé (texte/discours) et le contexte (actualité) à l'effet de «mieux cerner le procédé utilisé par le locuteur qui est souvent amené à utiliser des expressions familières pour se mettre au niveau de son auditoire ou ses lecteurs», a expliqué Benabdallah.

Une soirée artistique, alliant musique de chambre, musique andalouse, musique contemporaine et chant lyrique a été animée dimanche soir à Alger par une pléiade d'artistes algériens établis au Canada à l'occasion des Journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne au Canada. Cette soirée qui aura inauguré le programme culturel de la manifestation, s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Culture, de l'ambassadeur du Canada en Algérie et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Dans une allocution, Ramtane Lamamra a salué la «mémoire et le sacrifice» des victimes du massacre du 17 octobre 1961. Considérant «l'attachement ferme de l'Algérie à une refondation et un approfondissement des liens avec sa communauté établie à l'étranger», comme en «témoigne» la Constitution de février dernier, Lamamra a rappelé les efforts de l'Etat pour «la protection des droits de la communauté algérienne et de sauvegarde de

JOURNÉES DE LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE AU CANADA **Soirée d'ouverture au Palais de la culture**



son identité et de renforcement de son apport au développement de la mère patrie». Pour sa part, l'ambassadeur du Canada en Algérie a salué le «dynamisme» de la communauté algérienne établie au Canada «sur le plan académique, professionnel, et social», en contribuant activement au «mieux-être» de la société

canadienne et au «raffermissement» des relations entre l'Algérie et le Canada. Plusieurs fois primé au Canada, le jeune prodige de la musique de chambre, le pianiste soliste Mehdi Ghazi, a repris, devant le public de l'auditorium du Palais de la culture Moufidi-Zakaria, de grands classiques de la musique universelle de compositeurs comme Bach, Mozart ou Chopin, avant d'inviter la soprano à la voix exceptionnelle Faïrouz Oudjida. Auteur, compositeur et interprète, Linda Thalie, qui s'est faite une place dans le paysage musicale canadien et européen, a également présenté quelques morceaux de sa composition comme «Rallye des gazelles» ou des reprises comme «Alger, Alger» de Lili Boniche. Egalement établis au Canada, les musiciens de l'orchestre «Les amis de la musique andalouse de Montréal» ont également pris part à cette soirée inaugurale avec un répertoire oscillant entre des extraits de pièces andalouses et des morceaux de haouzi. Inaugurée dimanche, cette première édition se poursuivra jusqu'au 19 octobre avec plusieurs conférences au programme, une exposition collective de plasticiens, des concerts de musique, des spectacles de magie et une projection de films.

■ APS

ÉCHANGES ENTRE LES UNIVERSITÉS ALGÉRIENNES ET CANADIENNES

Partage de connaissances et d'expériences

LA PREMIÈRE ÉDITION des «Journées scientifiques et culturelles des Algériens au Canada» débute aujourd'hui. Des conférences se tiendront dans les universités d'Alger durant trois jours afin d'établir un partenariat avec la communauté algérienne établie au Canada.

«**N**ous voulons créer un pont d'échange et de partage entre les chercheurs et scientifiques de la communauté algérienne établie au Canada et les enseignants du pays pour leur faire bénéficier de l'expérience canadienne, notamment dans le domaine de l'ingénierie pédagogique, dans laquelle elle a acquis une notoriété mondiale», a indiqué le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, lors d'une rencontre organisée, hier, au siège du ministère. Il a également souligné la nécessité d'étudier les voies et moyens de renforcer la coopération entre les deux pays afin que le savoir et les expériences acquises deviennent un patrimoine commun et partagé.

Le même responsable a manifesté son souhait de faire profiter les universités nationales de l'expérience des cadres algériens de l'Université du Canada, notamment dans le domaine de la formation pédagogique et de la didactique. Dans ce sens, le premier responsable du secteur a tenu à encourager les res-



Photo : Slimene S.A

ponsables des universités algériennes et les professeurs à plus de contact et de coopération avec leurs homologues à l'étranger, notamment l'échange de programmes de formation et d'expériences.

Le ministre a relevé quelques dysfonctionnements dans certains compartiments de son secteur, qu'il compte corriger, dit-il, en entreprenant des réformes. A ce titre, une commission a été mise sur pied pour le suivi des travaux, constituée de deux membres de la communauté algérienne établie au Canada et de deux autres membres de son ministère.

La rencontre a donc porté sur les voies et

moyens susceptibles de renforcer davantage la coopération relative à la formation universitaire, la recherche scientifique et technique. Trois conventions cadres ont été signées entre l'Université de Ryerson de Toronto et d'Oran 1, de Constantine 2 et de Blida 3. Le vice-recteur de l'université canadienne, Mohamed Lachemi, a indiqué, en marge de la cérémonie de signatures, qu'une bourse sera accordée chaque année au profit de chacune des universités conventionnées, précisant que deux bourses ont été attribuées cette année à des étudiants de l'Université de Bejaïa.

■ Walid Souahl



Université d'Alger 3

L'Université d'Alger 3 organisera, demain à 10h, à la faculté de l'information et de la communication de Ben Aknoun, une cérémonie de don de la bibliothèque privée de Mustapha Chérif, ancien ministre et ambassadeur.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ATTIRER les chercheurs algériens établis à l'étranger

Attirer les compétences nationales établies à l'étranger compte parmi les priorités des pouvoirs publics, qui ne cessent de redoubler d'efforts afin d'endiguer le phénomène de fuite des cerveaux, et de mieux exploiter ces connaissances au service du développement économique du pays.

C'est dans cette optique que s'inscrit l'organisation par le ministère des Affaires étrangères, en collaboration du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des Premières Journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne établie au Canada. Hier, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, a reçu, au siège de son département, des professeurs agrégés, maîtres de chaire, éminents scientifiques, chirurgiens et directeurs d'instituts de renom, établis au pays de l'érable. Au cours de cette rencontre, M. Hadjar a évoqué, avec ces universitaires et chercheurs, les «nombreux acquis» réalisés par l'université algérienne, faisant remarquer que leur réussite «est aussi celle de l'université algérienne au sein de laquelle ils ont effectué leur formation de base». Rappelant que l'université algérienne a entrepris une série de réformes depuis plusieurs années, le ministre a fait savoir que son département est actuellement dans la phase d'évaluation de ces réformes pour apporter des correctifs à certaines «anomalies» constatées. À cet effet, il a exhorté les membres de la diaspora algérienne à apporter leur aide et contribution dans le cadre de l'évaluation de ces réformes, et accompagner, par leurs idées et suggestions, l'Algérie à mettre en place une politique de prospective dans le secteur de l'Enseignement supérieur.

À cette occasion, une commission de suivi, composée de deux membres de la communauté algérienne établie au Canada et deux cadres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a été installée par M. Hadjar. Elle est chargée de suivre toutes les recommandations allant dans le sens d'établir des liens et des pans de coopération entre l'université algérienne et les chercheurs et universitaires algériens à l'étranger.

Par ailleurs, et à l'occasion de cette rencontre, trois conventions ont été signées entre l'université Ryerson

M. Aourag a démenti avec véhémence que des scientifiques algériens aient, à un moment, fait l'objet d'une «marginalisation», alors que, a-t-il ajouté, «l'une des premières entreprises a été de rechercher les moyens de les intégrer dans le processus national de recherche scientifique». Selon lui, depuis 2010, ils sont quelque 100 chercheurs qui reviennent annuellement au pays, soit pour y faire profiter momentanément de leurs travaux, soit pour s'y installer définitivement. Refusant de s'exprimer sur le chiffre de 500.000 cadres qui auraient quitté le pays au cours des 30 dernières années, M. Aourag mentionne en retour les 30.000 étudiants boursiers envoyés, dans les années 1980, en formation à l'étranger, et parmi lesquels, admet-il, «seulement 30% sont revenus au pays». Il explique ces défections par la «phase de déstabilisation» de la recherche scientifique créée durant la décennie de terrorisme, à laquelle, ajoute-t-il, était venue s'ajouter «la dissolution de l'Office national de recherche scientifique».

Il faut rappeler à ce titre, que la première édition des Journées scien-



(Toronto) du Canada et trois universités algériennes, à savoir Oran-1, Constantine-2 et Blida-3. Le président/vice-recteur de l'université Ryerson, l'Algérien Mohamed Lachemi, a annoncé, au terme de la cérémonie de signature, que son établissement allait débloquent, chaque année, trois bourses au profit d'étudiants de chacune des trois universités algériennes ayant signé ces conventions. Il a également annoncé avoir attribué, à titre exceptionnel, cette année, trois autres bourses pour des étudiants de l'université de Béjaïa, à la demande de son recteur.

Pr Aourag : « Sur les 30.000 étudiants boursiers envoyés dans les années 1980, seulement 30% sont revenus au pays »

Pour sa part, le directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur, Abdelhafid Aourag, assure qu'il existe, désormais, des mécanismes efficaces pour faciliter l'insertion et l'implication de la manne de connaissances des chercheurs algériens établis à l'étranger, dans le processus de développement national.

«La mise à niveau des infrastructures de recherche et les équipements scientifiques, dont ils sont dotés, leur permet, assure-t-il, de trouver le même environnement que celui qu'ils ont laissé, afin de faire des travaux de recherche de haut niveau.»

tifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne établie au Canada est organisée pendant trois jours (16-19 octobre), avec l'objectif d'établir un partenariat avec la diaspora algérienne. Ces journées organisées par le ministère des Affaires étrangères, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et celui de la Culture, s'inscrivent dans le cadre des activités marquant la commémoration de la Journée nationale de l'émigration. Le programme de ces journées comporte des conférences scientifiques au niveau du ministère des Affaires étrangères et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi qu'au niveau des instituts spécialisés. Ces conférences seront animées par des experts, chercheurs et scientifiques dans différents domaines, notamment la gestion et le management, la santé et la médecine, les technologies de la communication, l'informatique et l'intelligence artificielle, le génie civil et industriel, l'aéronautique et la recherche opérationnelle.

Salima ETTOUAHRIA

M. Aourag, qui était hier l'invité de la radio Chaîne III, a indiqué qu'aux conseils scientifiques, centres et unités de recherche, sont intégrés 25% de chercheurs issus de la communauté algérienne à l'étranger. Parmi les chercheurs sollicités, il en existe qui occupent des positions stratégiques au sein d'organismes de recherche et de développement technologique ou bien qui enseignent dans des universités ou instituts de formation.

SIMPLIFIER LES PROCÉDURES DE MISE À NIVEAU UNIVERSITAIRE **M. Hadjar s'engage à promulguer un arrêté ministériel**

Le Syndicat national des enseignants universitaires (SNEU) a indiqué, hier, que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, s'était engagé à promulguer un arrêté ministériel dans les plus brefs délais, pour simplifier les procédures de mise à niveau universitaire. Lors d'une rencontre de concertation avec les membres du bureau national du Syndicat national des enseignants universitaires et des cadres du ministère, le 15 octobre, le ministre avait précisé que la simplification des procédures de mise à niveau universitaire passerait par «l'adoption d'un mécanisme de notation tenant compte des activités pédagogiques de l'enseignant, sans minimiser l'importance des activités scientifiques», a indiqué un communiqué du SNEU, affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Concernant sa demande de prolonger les délais de soutenance des thèses de doctorat pour les enseignants ayant fait plus de six inscriptions, le SNEU a souligné que le ministre «a accepté de prolonger les délais au-delà du 31 décembre 2016, en attendant que les délais définitifs soient fixés». Le syndicat a, par ailleurs, appelé à «assurer aux enseignants des

logements décents qui leur permettent d'accomplir leur mission pleinement», dénonçant les lenteurs dues à certains responsables d'établissements universitaires s'agissant de la distribution des logements achevés ou en voie d'achèvement. Le syndicat a, à cet égard, précisé que le ministre s'était engagé à «donner des instructions fermes enjoignant aux directeurs d'établissements universitaires de préaffecter les logements achevés ou ayant atteint un taux de réalisation de 40%. Concernant le nouveau classement des laboratoires de recherche prévu par le ministère, le communiqué a indiqué que M. Hadjar a assuré aux membres du bureau national du SNEU que «la recherche scientifique demeure une priorité dans le processus de réforme», et que «toutes les mesures prises en la matière visent à améliorer le rendement et la compétitivité des laboratoires». Tous les laboratoires (selon le nouveau classement) «continueront à obtenir les financements assurés par le ministère de tutelle», a ajouté le ministre, précisant que «ces mesures entrent dans le cadre de la rationalisation des dépenses et de l'amélioration de la recherche».

DEMAIN À 10H À L'UNIVERSITÉ
ALGER-3 - BEN AKNOUN

Cession de la Bibliothèque de Mustapha Chérif

Une cérémonie de cession de la Bibliothèque de l'ancien ministre et ambassadeur, D^r Mustapha Chérif, au profit de l'université Alger-3, aura lieu demain à 10h, à la faculté de l'information et de la communication.

DIASPORA ALGÉRIENNE AU CANADA

L'université en opération de séduction

TAHAR HADJAR a exhorté les membres de la diaspora algérienne à apporter leurs aide et contribution dans le cadre de l'évaluation des réformes et accompagner, par leurs idées et suggestions, l'Algérie à mettre en place une politique de prospective dans le secteur de l'enseignement supérieur.

■ SALIM BENALLIA

Attabés au pays, les ois blancs algériens établis au pays de l'Erable n'ont jamais coupé les ponts d'avec leur mère patrie. Cette fois ils expriment leur volonté d'accompagner les réformes de l'université algérienne et s'engagent en faveur d'un partenariat indéfectible dans ce secteur clé qui tire vers le haut l'économie et la société algérienne. C'est dans ce cadre que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a reçu à Alger les universitaires et chercheurs issus de la communauté algérienne au Canada, et ce à l'occasion de la première édition des Journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne établie au Canada. Lors de cette rencontre le ministre a mis en valeur leur réunion au-delà des murs non sans leur rappeler que leur succès est celui des compats algériens où ils ont fait leurs premières armes.

C'est au siège de son département que M. Hadjar a, en effet, évoqué avec ces universitaires et chercheurs les « nombreux acquis » réalisés par l'université algérienne, faisant remarquer que « leur réunion est aussi celle de l'université algérienne au sein de laquelle ils ont effectué leur formation de base ». Rappelant que l'université algérienne a entrepris une série de réformes depuis plusieurs années, le ministre a fait savoir que son département est actuellement dans la phase d'évaluation de ces mutations pour



La photo de famille

apporter des correctifs à certaines « anomalies ». A cet effet, il a exhorté les membres de la diaspora algérienne à apporter leur aide et contribution dans le cadre de l'évaluation de ces réformes et accompagner, par leurs idées et suggestions, l'Algérie à mettre en place une politique de prospective dans le secteur de l'enseignement supérieur. A cette occasion, une commission de suivi,

composée de deux membres de la communauté algérienne établie au Canada et deux cadres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a été installée par M. Hadjar. Elle est chargée de suivre toutes les recommandations allant dans le sens d'établir des liens et des ponts de coopération entre l'université algérienne et les chercheurs et universitaires algériens à l'étran-

ger. Par ailleurs et à l'occasion de cette rencontre, trois conventions ont été signées entre l'université Ryerson (Toronto) du Canada et trois universités algériennes, à savoir Oran1, Constantine2 et Blida3. Le président/vice-recteur de l'université Ryerson, l'Algérien Mohamed Lachemi, a annoncé, au terme de la cérémonie de signature, que son établissement allait débloquer, chaque année, trois

bourses au profit d'étudiants de chacune des trois universités algériennes ayant signé ces conventions. Il a également annoncé avoir attribué, à titre exceptionnel cette année, trois autres bourses pour des étudiants de l'université de Béjaïa, à la demande de son recteur. La première édition des Journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne établie au Canada est organisée pendant trois jours (16-19 octobre) avec l'objectif d'établir un partenariat avec la diaspora algérienne, rappelle-t-on. Ces journées sont organisées par le ministère des Affaires étrangères en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Culture ; elles s'inscrivent dans le cadre des activités marquant la commémoration de la Journée nationale de l'émigration. Le programme de ces journées comporte des conférences scientifiques au niveau du ministère des Affaires étrangères et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que dans des instituts spécialisés. Ces conférences seront animées par des experts, chercheurs et scientifiques dans différents domaines, notamment la gestion et le management, la santé et la médecine, les technologies de la communication, l'informatique et l'intelligence artificielle, le génie civil et industriel, l'aéronautique et la recherche opérationnelle. Des activités culturelles et artistiques sont également prévues lors de ces journées. **A. A.**

SÉJOUR À ALGER D'UNE DÉLÉGATION DE LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE DU CANADA

Une collaboration prometteuse se dessine

Les hôtes de l'Algérie chaleureusement fêtés pendant leur visite.

■ ABDELKRIM AMARNI

Alger a fêté dimanche ses hôtes membres d'une délégation représentant la diaspora algérienne vivant au Canada qui effectue une visite dans le cadre des « Journées scientifiques et culturelles des Algériens du Canada ».

L'Algérie accueille ainsi, depuis vendredi dernier jusqu'à jeudi prochain, quelque 50 artistes et scientifiques algériens établis au pays de l'Erable. Ces « ambassadeurs », au profil particulier, prennent part à cet événement exceptionnel qui se déroule dans trois différents endroits de la capitale algérienne: le Palais de la culture, le Musée du Bardo ainsi que la salle Ibn Zeïdoun (Riâh El Feth) sans compter le siège du ministère des Affaires étrangères.

La troisième journée de leur séjour (dimanche) a été marquée par l'ouverture officielle des « Journées scientifiques et culturelles » dont le programme chargé se décline en une série de conférences couron-

nées par une soirée musicale sublime au Palais de la culture à Alger où les yoyous ont résonné devant les prestations du terroir présentées. Cette soirée s'est déroulée en présence du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et des ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Culture, respectivement Tahar Hadjar et Azzedine Mihoubi.

L'ambassadrice du Canada à Alger, Mme Isabelle Ray, a assisté à cette soirée à laquelle étaient conviés nombre d'ambassadeurs de pays amis.

Cette journée dédiée à l'ensemble de la communauté algérienne installée à l'étranger, se tient en commémoration du massacre du 17 Octobre 1961 à Paris de manifestants pacifiques algériens.

Ainsi, le ministère des Affaires étrangères, en collaboration avec ceux de la Culture et de la Recherche scientifique, ont organisé pour la première fois une journée culturelle et scientifique afin de souligner précisément

« le renouveau, le dynamisme et l'engagement de la communauté algérienne à l'étranger et encourager par là son implication dans le développement national ».

Pour cette première édition, le choix a été porté sur la communauté algérienne établie au Canada. Celle-ci, qui compte plus de 100 000 âmes, se distingue par un grand nombre de compétences scientifiques et médicales ainsi que d'artistes de qualité. Cette soirée musicale a fait découvrir au public algérien, de nombreux artistes algériens venus du Canada, tels que le talentueux jeune pianiste Mehdi Bilal Ghazi, la mozzo-soprano, Fairouz Oudjida ou encore la chanteuse Lynda Thalie qui exécuta de façon magistrale la fameuse chanson d'Idir « Essendou ». Il ne faut pas omettre de citer la troupe de musique andalouse de Montréal, du groupe des Amis de la musique andalouse de Montréal (Amam), qui a composé de superbes partitions algéroises rythmées par les spectateurs dont les femmes se sont égosillées de yoyous exprimant ainsi la chaleur qui a animé cette soirée.

En art visuel, les organisateurs ont retenu, entre autres, les œuvres de l'artiste Mehel et de l'Algéro-Québécoise Nadia Aït Said. Du côté des conférences scientifiques, on notera la présence de nombreux maîtres en la matière. L'édition 2016 de ces journées, qui sont appelées à être renouvelées, est considérée comme une expérience pilote. On pensera à l'avenir aux sports, à la jeunesse, à l'économie et aux entreprises et aussi à la littérature avec ses écrivains et ses maisons d'édition.

Mohamed Lachemi, vice-recteur de l'université de Ryerson, de Toronto et membre de la délégation, a salué l'initiative d'organiser cette rencontre qui ouvrira, a-t-il dit, « des perspectives prometteuses pour des collaborations entre chercheurs et universitaires algériens établis au Canada et leurs collègues en Algérie ».

Plus de 100 000 Algériens vivent au Canada. Plus de la moitié réside dans la région de Montréal, province francophone de ce pays nord-américain.

A. A.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La diaspora pour une université algérienne de qualité

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a reçu hier une délégation de professeurs et chercheurs algériens établis au Canada afin que le ministère collabore avec eux pour revoir le système universitaire algérien.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Ils sont 25 professeurs et chercheurs à s'être déplacés pour se lancer avec le ministère de tutelle dans «le redressement de l'université algérienne» et la remettre sur la voie d'un enseignement de qualité. Ils relèvent de domaines divers allant de la médecine, informatique à la communication et entrepreneuriat... Dans ce sens, une commission d'évaluation et de prospective a été constituée hier avec ces professeurs «afin d'avoir une appréciation et une analyse experte et neutre de ce qui est le secteur actuellement», a déclaré T. Hadjar. En rajoutant que «la vie estudiantine sera également un paramètre qui sera observé en vue de son amélioration». A préciser qu'aucun délai n'a été fixé pour les travaux de cette commission mais que «cela prendra le temps nécessaire pour établir un rapport complet de la situation» avec notamment les recommandations et les réformes à



engager. Il ne va pas sans rappeler que les universités canadiennes figurent dans le top cinq mondial aujourd'hui et sont extrêmement avverties pour ce qui est de l'ingénierie pédagogique. Un élément qui représente incontestablement le pied bot de l'université algérienne, a confié le ministre. Et sur lequel «une convention cadre sera prochainement signée avec l'ambassade du Canada».

startup et entreprises avec l'extension de ses partenariats et représentations en Europe et en Asie. Par ailleurs, la délégation de l'élite algérienne multidisciplinaire établie au Canada animera également des conférences et séminaires ces jours-ci au niveau des universités d'Alger principalement, une occasion pour ses étudiants de s'ouvrir sur le monde et d'interagir avec ces experts.

N. B.

Offre de 12 bourses d'études

Parmi les membres de la délégation, le professeur Mohamed El-Hachemi, président de la prestigieuse Ryerson University de Toronto, qui a signé hier trois conventions de partenariat avec les universités de Blida 1, Oran 1 et Constantine 2. Cerise sur le gâteau, M. El-Hachemi dit s'engager à offrir trois bourses d'études, avec tous frais compris, au sein de son établissement, pour chacune des universités signataires à partir de cette année universitaire. Et ce sur la base d'une sélection par mérite des étudiants. En plus de ces neuf bourses, le président de Ryerson University en offre également trois autres à l'université de Béjaïa en guise de reconnaissance pour le recteur de celle-ci étant le premier à avoir pris contact avec lui.

Ryerson University incarne l'exemple de l'université du 21^e siècle : ouverte sur le monde, multiculturelle et interactive. Plus de 145 langues sont parlées au sein de son campus puisque 60% de ses étudiants sont issus de diverses nationalités.

Le professeur El-Hachemi a évoqué l'innovation et l'économie du savoir qui sont placées au cœur de la philosophie de son établissement. Ses centres de recherche et d'innovation sont à l'origine de la création de centaines de

Université
**GRAVES ACCUSATIONS
DU CNES**



Z. Mehdaoui

Le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) n'est pas content et il le fait clairement savoir.

Comme dans de nombreux secteurs, l'université algérienne fait face à de graves dysfonctionnements, de l'avis du coordinateur du CNES, Abdelmalek Rahmani. Ce dernier qui s'exprimait, hier, à l'occasion d'une conférence de presse à Alger, a affirmé que le colossal budget alloué à l'université, sert en réalité quelques personnes.

«Il y a des appareils destinés aux laboratoires de recherche qui ont été achetés 20 fois alors que l'université n'a besoin en réalité que d'un seul appareil», a révélé le coordinateur qui évoque clairement des malversations, des surcoûts dans l'achat de matériels, des détournements d'argent et de la dilapidation des deniers publics dont sont le théâtre les universités à travers tout le territoire national.

Selon le conférencier, les autorités doivent absolument agir pour sauver l'université des mauvais gestionnaires mais aussi de toutes ces personnes qui gravitent autour de l'université pour se sucrer et prendre une partie de ce budget alloué par l'Etat.

Même la recherche scientifique est concernée par ce problème, dira le coordinateur du CNES qui fera état d'une enveloppe de 1,2 milliard de dollars consentis par le gouvernement durant ces 5 dernières années.

Devant la passivité de certains responsables des universités, une véritable mafia a vu le jour et a installé un «affaires» outrancier et ce au détriment de l'enseignant, des étudiants, des syndicats, bref de l'université dont la vocation est d'être le moteur de la société, de l'avis de M. Rahmani qui prévient contre des répercussions gravissimes les toutes prochaines années si la situation n'est pas rétablie.

Parmi les dysfonctionnements, le syndicaliste évoque notamment la décision du ministre de l'Enseignement supé-

rieur de mettre un terme au financement des stages des doctorants à l'étranger qui n'auraient pas présenté leur thèse au bout de 6 années.

C'est une aberration, de l'avis du coordinateur du CNES qui souligne que l'état débourse pour chaque doctorant la bagatelle de 10 000 euros de stages à l'étranger, durant 5 à 6 années, avant de décider d'arrêter tout pour des considérations que le conférencier estime illogiques.

25 000 doctorants sont concernés par cette mesure, dira le responsable du CNES qui appelle le ministre à revenir sur cette décision et à procéder à l'étude des dossiers au cas par cas.

Le coordinateur du CNES dira, par ailleurs, que le CNES, à l'instar des autres syndicats autonomes agréés, est marginalisé et parfois même méprisé dans certaines enceintes universitaires alors que son rôle naturel est de défendre les intérêts des enseignants et proposer des solutions aux problèmes pédagogiques, financiers ou qui relèvent de l'administration.

Pour ce qui est de la grève déclenchée, hier, par l'intersyndicale, le conférencier a tenu à apporter tout le soutien du CNES à ce mouvement de contestation. Pourquoi le CNES n'a pas pris part à ce mouvement ?

Selon Abdelmalik Rahmani, le CNES n'a pas participé à cause de problèmes techniques. En effet, selon lui, le congrès du syndicat qui devait être organisé le 15 octobre dernier a été reporté au mois de décembre ce qui pose un problème sur le plan réglementaire.

Toutefois, le coordinateur du CNES affirme que son syndicat est partie prenante de toutes les revendications des contestataires en particulier celle relative au problème des retraites.

«Ceux qui ont géré la caisse de retraite doivent être poursuivis en justice», dira le conférencier qui rappelle que le CNES a tiré la sonnette d'alarme depuis déjà plusieurs années sur de nombreux problèmes qui auraient pu être évités aujourd'hui.

LOUISA HANOUNE DÉNONCE LA SUPPRESSION DE LA RETRAITE ANTICIPÉE

«Une fausse solution à un vrai problème»

LE PRÉSIDENT de la République est en mesure de réunir les conditions nécessaires au bon déroulement des législatives.

■ MADRID BERKANE

Le mouvement de grève auquel ont appelé les syndicats autonomes pour hier et aujourd'hui dans différents secteurs est tout à fait légal, de l'avis de la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) Louisa Hanoune. « Nous soutenons totalement les syndicats dans leur mouvement », a-t-elle dit hier, au cours de la conférence de presse qu'elle a organisée au siège de son parti. « Se mobiliser contre la suppression de la retraite anticipée ne pourrait être qu'une revendication légitime ». Les syndicats n'auraient pas opté pour la grève, particulièrement un 17 octobre, date à forte connotation historique, s'ils avaient été associés dans l'élaboration de cette loi ou avaient des paroles de dialogue ouvertes devant eux. Le gouvernement n'est comparé en l'occurrence dans l'élaboration de cette loi. « La programmation d'une rencontre avant hier par le ministère du Travail autour de la loi sur la retraite anticipée sans inviter les syndicats et les députés, est la meilleure preuve que le gouvernement humilie les syndicats et les traite de hanté. » Le comportement du gouvernement d'agir seul est une humiliation aussi pour les députés qui représentent le peuple, a-t-elle ajouté.

« L'invitation de Benghabrit pour les syndicats relevant de son secteur à prendre part à cette rencontre, est une décision que nous saluons au PT, car elle nous rassure qu'au moins il y a parmi les membres du gouvernement, des ministres qui se soucient de l'intérêt des travailleurs. » Le PT soutient les syndicats aussi parce que « La suppression de la retraite anticipée est une fausse solution à un vrai problème », juge Hanoune. Ce n'est pas la suppression de la retraite anticipée qui pourrait sauver l'Algérie de la crise actuelle due à la chute des prix du pétrole. « Les vraies solutions sont ailleurs. Elles sont dans la création de nouveaux emplois et dans l'investissement. » Pour ceux qui disent que la suppression de la loi de la retraite anticipée est une recommandation du FMI : « Nous leur dirons, que c'est un mensonge. Le FMI n'intervient plus dans les affaires internes de l'Algérie depuis quelques années déjà ! Ce dernier est totalement content de la politique du gouvernement », affirme-t-elle. Le deuxième sujet sur lequel le patronne du PT est revenue longuement, durant cette conférence de presse, est celui des prochaines élections législatives. Tout en réaffirmant que ce sujet n'est pas encore à l'ordre du jour au Parti des travailleurs. Elle a souligné que « l'organisation des élections



La secrétaire générale du PT

législatives dans le contexte actuel du pays sera déclencheur de chaos ». Il le sera parce que tous les ingrédients qui mènent à l'affrontement sont là et ne cessent de prendre de l'ampleur au fil des jours, a-t-elle expliqué. Le report des législatives ou l'annulation de ces dernières seraient-elles la meilleure solution ? Louisa Hanoune répondra par la négative. La meilleure solution consiste en la réunion des conditions nécessai-

res au déroulement d'un scrutin. Le président de la République est en mesure de réunir ces conditions. « C'est la raison pour laquelle nous nous adressons à lui pour prendre des mesures d'apaisement, allant contre la politique d'austérité. Nous avons confiance en lui. Nous l'avions déjà interpellé par le passé au sujet de certaines questions et il a répondu favorablement. » Les partis qui

lire des sièges qu'ils auront aux futures élections se trompent totalement dans leurs calculs. Ils n'ont pas encore réalisé que les temps ont changé et que les élections de 2017 ne seront plus comme celles de 2012. Rappelant sur les dernières déclarations de Tabar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur, selon lesquelles le système LMD a été catastrophique et a créé un véritable chaos dans l'université algérienne, Louisa Hanoune indiquera que les déclarations du ministre sont courageuses, mais elles impliquent un pacte que ce dernier a eu le bon sens de ne signer ni dans son rôle de ministre d'Enseignement supérieur, ni l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée nationale. D'une du PT. Elle avoue que « les déclarations des ministres sont courageuses, mais elles sont contradictoires. Ce bon qu'il recommande aux étudiants de faire de la politique, sans être impliqués dans des partis politiques ». La secrétaire générale du PT ajoute que le fait que le patronne ne peut pas être associé dans un milieu où la politique est interdite. Louisa Hanoune voudrait faire allusion à l'instabilité ministérielle en Algérie, mais elle ne peut pas le faire car elle est une journaliste et elle ne peut pas faire de la politique.

M. B.

Semaine de l'entrepreneuriat à l'Université Mentouri

A. Mallem

L'Université des Frères Mentouri de Constantine (UMC) organise, du 16 au 20 octobre 2016, dans le bloc pédagogique 500 places, une semaine de l'entrepreneuriat sur le thème : « La créativité et l'innovation pour promouvoir l'esprit entrepreneurial ». La manifestation a été ouverte, dimanche, par le recteur de l'UMC, M. Abdelhamid Djekoune, en présence de nombreux étudiants et représentants des partenaires socio-économiques traditionnels, tels que l'ANSEJ, les banques, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Rhumel de Constantine (CCI), des universitaires et des entrepreneurs. Interrogé sur la signification du thème retenu cette année, le Pr. Djekoune a déclaré : « Ces idées de créativité et d'innovation constituent, en quelque sorte, ce qu'il y a de nouveau pour l'édition de cette année. Parce qu'il faut savoir, annonce le recteur de l'Université, que nous venons de lancer une réflexion sur la mise en place d'un dispositif de

l'étudiant entrepreneur ». « En clair, si l'étudiant qui termine ses études à l'Université a une idée précise, il va bénéficier d'un accompagnement à l'Université pour faire aboutir son idée sous forme de projet de création d'entreprise », a souligné le Pr. Djekoune.

Comment se traduit pratiquement cet accompagnement sur le terrain, cela reste à définir, avec précision, à l'issue de la réflexion qui vient d'être lancée en milieu universitaire et socio-économique.

Et c'est l'objectif assigné par les organisateurs à cette semaine de l'entrepreneuriat, objectif qui transparait à travers l'exposé des motifs qui nous a été remis.

Les promoteurs de cet événement annuel ont expliqué, en effet, que le but assigné à l'édition de 2016, outre le fait de développer l'esprit entrepreneurial dans le milieu universitaire, vise à don-

ner aux diplômés de l'Université les outils et les compétences nécessaires pour accéder au monde de la PME.

« La formation, dans ce domaine, nous dira un organisateur, est conçue avec les partenaires socio-économiques ».

Et de terminer en notant que cette activité qu'organise l'Université des Frères Mentouri de Constantine¹, chaque année, reste une grande opportunité pour aider les diplômés de l'université à devenir les créateurs de l'emploi. Et un autre de résumer le tout en disant que l'insertion des diplômés de l'université dans la sphère économique, le combat contre le chômage en général devront passer par la créativité et l'innovation, en matière d'entrepreneuriat. Et les étudiants sortant de l'université seront au centre de cette équation.

BATNA

L'UFC adopte la numérisation pédagogique et administrative

L'université de la formation continue (UFC) a lancé cette année la numérisation pédagogique et administrative de l'ensemble de ses 53 centres et 11 annexes à l'échelle nationale, a indiqué dimanche son recteur, Djamel Houd Mouissa. Limitée jusque-là aux inscriptions et transferts, la numérisation inclura désormais les programmes pédagogiques, la formation et la gestion administrative de l'UFC, a indiqué M. Houd en marge de l'ouverture de la nouvelle année de formation universitaire à Batna.

Cette opération constitue un bond

qualitatif qui fait de l'UFC un pôle d'excellence en matière d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour développer les méthodes d'enseignement et de formation, a-t-il affirmé.

L'UFC, qui a vu ses effectifs étudiants passer de 20.000 à 120.000 actuellement, s'affirme en partenaire incontournable au regard de l'importance de l'investissement dans les ressources humaines pour le développement y compris des entreprises, a encore souligné M. Houd. Evoquant la convention de partenariat signée entre l'APS

(Algérie presse service) et l'UFC, dans le domaine de l'audiovisuel, le recteur de l'UFC a estimé qu'elle est « fructueuse et permet à l'UFC de tirer avantage de l'expérience des techniciens de l'Agence dans la gestion des interfaces multimédias ». La cérémonie de lancement de la nouvelle année de formation universitaire continue s'est déroulée à l'auditorium de l'université Batna-1 en présence du wali et des cadres des universités Batna-1 et Batna-2 ainsi que des centres UFC de la région Est. Des étudiants et diplômés de l'UFC ont été honorés à l'occasion.

Colloque international sur la santé organisé par le GRAS Epreuves, contraintes, logiques et attentes des patients



Correspondance particulière

Le colloque international «Le GRAS, 25 ans après : les patients à l'épreuve des soins» se tiendra du 27 au 29 octobre 2016 à la bibliothèque de la faculté des sciences sociales (Université Oran 2). Il représente un défi important pour le GRAS, promu en 2012, Unité de recherche en sciences sociales et santé, lui permettant de valoriser ses recherches menées de façon régulière et tenace depuis 25 ans. Le colloque international est important pour tous les chercheurs en sciences sociales et les professionnels de santé qui souhaitent comprendre profondément les logiques, les contraintes et les attentes des patients socialement diversifiés, à partir d'enquête de terrain, pour rompre avec les jugements rapides, les étiquetages faciles et les préjugés sur ces derniers. Les cinq thématiques abordées font notamment référence aux transformations du statut du patient dans le système de soins et

dans la société depuis l'indépendance, les inégalités socio-sanitaires dévoilées par les patients au cours de leurs différentes expériences de soins, les épreuves quotidiennes traversées par les malades chroniques (cancer, diabète, etc.) pour tenter de se soigner, les interactions entre soignants et soignés dans les différentes structures étatiques et privées (violence, négociation, jeux de pouvoir, etc.) et enfin la confrontation entre les savoirs médicaux et profanes.

Le colloque international a nécessité un travail de préparation de deux ans. Il regroupera 32 intervenants (Algérie, Belgique, France, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc, etc.). On notera une triple originalité du colloque. La première a trait à la production des actes scientifiques contenant toutes les communications intégrales des intervenants. Ils seront remis aux participants durant le colloque. La deuxième originalité du colloque international, et non des moindres, est la remise d'un document inestimable comprenant toute la production scientifique du GRAS (1991-2016) qui permettra aux chercheurs et aux praticiens de la santé d'accéder à des synthèses concises des ouvrages et articles produits pendant 25 ans. Demain, les responsables sanitaires ne pourront pas dire que rien n'a été fait dans le domaine de la recherche en sciences sociales et santé ! Tout a été mémorisé et disponible à l'Unité de recherche en sciences sociales et santé. Le travail de fourmi mené depuis 25 ans par les différentes équipes du GRAS sera l'objet d'une comparaison avec les recherches menées dans d'autres pays.

La troisième originalité du GRAS est d'avoir réussi le pari d'organiser le colloque international en invitant des chercheurs internationaux de haut niveau, sans aucune dépense publique, après l'interdiction des responsables nationaux de la recherche de faire usage de l'argent pourtant disponible dans le budget de l'unité de recherche en sciences sociales et santé. Les organisateurs ont été contraints d'innover, de bricoler, pour trouver un soutien financier extrêmement modeste auprès d'une société privée, les obligeant à changer de lieu d'hébergement moins coûteux, à graver sur CD les actes du colloque, à penser à préparer de façon autonome les pauses-café, en cofisant entre les chercheurs. Le travail invisible, ingrat et non-reconnu (on est loin d'une culture de la reconnaissance), a été mené en partie grâce aux doctorants qui ont soif de savoir. Mais force est de noter que la «politique» de la recherche a navigué, sans une vision profondément adaptée à la société algérienne, entre le populisme autorisant sans compter l'ouverture d'un nombre impressionnant de laboratoires, pour bifurquer brutalement aujourd'hui vers l'autre extrême qui consiste à s'inscrire dans un autoritarisme restrictif sur le plan financier, laissant les chercheurs livrés à eux-mêmes. L'effet pervers est de radicaliser leur désengagement.

Seulement 30% des étudiants partis à l'étranger reviennent au pays

Yazid Alilat

Les chiffres sont éloquentes sur le «mythe» des centaines de milliers d'étudiants algériens qui ne sont pas revenus au pays une fois leurs études terminées à l'étranger. Selon Hafidh Aouragh, directeur de la recherche scientifique au ministère de l'enseignement supérieur, seulement 30% (9.000) des 30.000 étudiants-boursiers partis en formation à l'étranger sont revenus au pays. Il a expliqué hier lundi à la radio nationale sur ce dossier particulier des «étudiants fugueurs» qu'il y a en fait deux catégories. «Il y a les Algériens partis se former dans le cadre de bourses, ensuite ils reviennent au pays. Ils ne dépassent pas la trentaine, c'est le plus gros des chercheurs d'algériens qui reviennent au pays et ils représentent 80% des retours». Il y a ensuite, ajoute-t-il, «le second type d'étudiants, qui ont atteint un âge avancé dans leur vie, ils retournent dans leur pays, et ils sont à peu près 20%. Ils étaient aux Etats-Unis, au Canada et ils ont plus de 30 ans dans des structures de recherche.» Cette catégorie de chercheurs algériens enregistre une trentaine de retours par an. «Depuis 2010, une moyenne de 100 chercheurs reviennent au pays», ajoute-t-il. Sur le chiffre avancé par certaines sources de 500.000 cadres algériens partis à l'étranger durant ces 30 dernières années, M. Aouragh a expliqué que depuis 1980, «nous ne dépassons pas les 30.000 étudiants en formation». Et, «en 1980,



il n'y avait pas plus de 1000 étudiants par an partis en formation», souligne M. Aouragh, qui précise qu'«une fois leurs études terminées, ils ne sont pas plus de 30% qui sont revenus au pays.» Le reste, les «70%» ne sont jamais revenus. Il explique cette forte défection des cadres algériens durant cette période par le fait qu'en Algérie, «le problème est qu'il y avait une déstabilisation de la recherche scientifique: en 1981 on a dissout l'ONRS, c'était la traversée du désert, il n'y avait plus de sens pour les laboratoires.» Et donc «l'étudiant parti à l'étranger se trouve dans un environnement, et une fois retourné au pays, il ne peut progresser dans sa carrière. Alors, il retourne à l'étran-

ger.» Le chiffre de 500.000 cadres partis à l'étranger circule en fait depuis les années 1990, à la traversée de deux grands événements politiques : juste après octobre 1988 et l'arrivée du FIS-dissous dans le paysage des partis en Algérie.

Par ailleurs, M. Aouragh a relevé qu'il existe un «bon partenariat avec nos chercheurs exerçant à l'étranger. Nous avons une image vraiment large de toutes les compétences à l'étranger, il y a des mécanismes fonctionnels pour que les chercheurs à l'étranger puissent participer au développement de l'Algérie». Selon M. Aouragh, plus de 320 chercheurs algériens ont participé à des programmes de recherche en Algérie.

Hafidh Aourag à la radio : meilleure intégration des chercheurs algériens à l'étranger

☞ Dans un entretien accordé à la Chaîne III de la Radio algérienne dont il était l'invité de la rédaction, le directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Hafidh Aourag, se dit satisfait par l'insertion et l'implication de nombre de chercheurs expatriés qui reviennent au pays, d'année en année, dit-il, grâce aux mécanismes efficaces qui existent aujourd'hui pour faciliter leur intégration dans la recherche scientifique en Algérie. Ces mécanismes, précise-t-il, sont divers. Le premier d'entre eux, dit-il, est que les conseils scientifiques des centres et unités de recherche doivent avoir 25% de leur composante en chercheurs issus de la communauté algérienne à l'étranger pour qu'ils contribuent à la fois à l'effort de recherche et à la mise en place des programmes au niveau de ces structures. Il distingue trois catégories de «compétences algériennes à l'étranger : ceux qui ont des positions stratégiques au niveau des structures de recherche ou de développement technologique où ils exercent, ceux qui exercent des activités de recherche pure, ceux qui exercent en qualité d'enseignants dans les universités ou dans des instituts de formation. Leur nombre total ne dépasse pas 500, précise-t-il.

Il y a, ajoute-t-il, un très bon partenariat avec les chercheurs algériens exerçant à l'étranger, il y a l'annuaire de toutes ces compétences. M. Aourag s'inscrit en faux contre l'idée que des scientifiques algériens aient, à un moment, fait l'objet d'une marginalisation, alors qu'ajoute-t-il, l'une des premières actions a été de rechercher les moyens de les intégrer dans le processus national de recherche scientifique. Il y a un décret présidentiel, fait-il savoir qui définit les droits et devoirs des chercheurs qui sont à l'étranger et les avantages qui leur sont accordés comme par exemple voyager en 1^{re} classe, pris en charge et rémunérés. Il y a eu, fait-il remarquer, 320 parmi ces chercheurs qui participent aux programmes nationaux de recherche. A propos des chercheurs qui reviennent, il y a, dit-il, deux catégories : ceux qui reviennent après être partis à l'étranger avec une bourse, ce sont des jeunes de moins de 30 ans et ils constituent 80% des chercheurs algériens qui reviennent au pays, la deuxième catégorie est constituée par ceux qui ont plus de 30 ans passés à l'étranger et qui veulent retourner au pays pour que l'on profite de leur expertise. Selon lui, depuis 2010, ils sont quelque 100 chercheurs qui reviennent annuellement au pays, soit pour y faire profiter momentanément de leurs travaux, soit pour s'y installer définitivement, c'est le cas de la majorité qui se stabilise en Algérie. M. Aourag fait savoir que 30 000 étudiants boursiers ont été envoyés en formation à l'étranger depuis l'indépendance, dans les années 80, les «meilleures années», il y en avait un millier par an. Sur ce nombre, admet-il, seuls 30% sont revenus au pays. Il explique ces défections par la phase de déstabilisation de la recherche scientifique créée par la dissolution de l'Office national de recherche scientifique et la traversée du désert imposée à la recherche. La mise à niveau des infrastructures de recherche et les équipements scientifiques dont ils sont dotés, leur permet, assure-t-il, de trouver le même environnement que celui qu'ils ont laissé, afin de faire des travaux de recherche de haut niveau. En tout état de cause, affirme-t-il, la recherche scientifique et les excellentes compétences qui la managent se portent bien et produisent d'excellents résultats, relevant, toutefois, que le maillon faible est encore constitué par le développement technologique du fait de l'absence d'une courroie de transmission mettant en relation le système national de recherche scientifique et l'entreprise algérienne. Le budget alloué, fait-il savoir, à la recherche est de 5 milliards de dinars par an et les structures de recherche rapportent maintenant de l'argent à l'Etat. Sur 1 400 laboratoires 30% font du bon travail et une dizaine de pôles d'excellence sont érigés. Il y a eu 12 000 publications en 2000 et en 2016, il y en a 50 000. Il termine par une note de satisfaction en révélant que l'Université de Tlemcen est rentrée dans le top 1000, à la 920^e place.

Lakhdar A.

Alger

Mobilis célèbre la Journée nationale de l'émigration

→ A l'occasion de la commémoration du 55^e anniversaire de la journée nationale de l'émigration, 17 octobre 1961, Mobilis, est partenaire privilégié des «1^{ères} journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne du Canada», qui se déroulent du 16 au 19 octobre 2016 à Alger, organisées par le ministère des Affaires étrangères, en collaboration avec le ministère de la Culture et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.



Ainsi, Alger accueillera 4 jours durant, une cinquantaine d'artistes et scientifiques algériens, vivant au pays de l'Erable, pour animer cette première expérience pilote de la diaspora algérienne du Canada. Ces journées, qui s'inscrivent dans la politique de valorisation de la communauté nationale à l'étranger et de son implication dans le développement du pays, seront animées par d'éminents experts, chercheurs et scienti-

ifiques dans différents domaines, notamment le management, la santé et la médecine, les technologies de la communication et l'informatique. Aussi, le public algérien sera invité à découvrir les activités culturelles et artistiques, prévues lors de ces journées, en compagnie de nombreux artistes, tels que le jeune pianiste Mehdi Ghazi, la soprano Fairouz Oudjida, la chanteuse Lynda Thalie, la troupe de musique andalouse de

Montréal. Mobilis, accompagnera également, la wilaya de Ouargla, dans la commémoration de cette journée historique à la ville frontalière d'El-borma, à travers le soutien des manifestations sportives et la remise de cadeaux aux vainqueurs. Mobilis, fidèle à ses valeurs de citoyenneté, est fière d'apporter son soutien et sa contribution dans l'immortalisation des sacrifices de nos glorieux martyres.

C. R.

Oran

Nouveau parcours professionnalisant à l'UST d'Oran en partenariat avec l'Université de Béjaïa

Un nouveau cursus professionnalisant, dédié à la filière «emballage et qualité», a été lancé, jeudi, à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB) à la faveur d'un accord de coopération signé jeudi avec l'Université Abderrahmane Mira de Béjaïa, en présence du responsable de l'entreprise partenaire de cette opération, a-t-on constaté.

En vertu de cet accord, une vingtaine d'étudiants de l'USTO-MB seront sélectionnés pour former la première promotion de cet établissement à entamer, cette année, un parcours en licence professionnelle dans la spécialité indiquée, avec l'avantage de bénéficier d'un pré-salaire de 18.000 DA/mois offert par la société «Général Emballage» tout au long du cursus, suivi d'une insertion directe au sein de son usine à Oran.

Le document définissant les échanges académiques a été paraphé par les recteurs des deux Universités d'Oran et Béjaïa, Pr Nassira Benharrats et Pr Boualem Saïdani, en présence du directeur général de l'entreprise, Mohamed Hammoudi, et devant de nombreux étudiants venus assister à la séance d'information tenue à l'auditorium de l'USTO-MB.

R. R.

Les chercheurs du Canada chez Hadjar

LE ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a reçu hier à Alger les universitaires et chercheurs issus de la communauté algérienne au Canada, à l'occasion de la première édition des Journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne établie au Canada.

Durant cette rencontre, Hadjar a évoqué avec ces universitaires et chercheurs les «nombreux acquis» réalisés par l'université algérienne, faisant remarquer que «leur réussite est aussi celle de l'université algérienne au sein de laquelle ils ont effectué leur for-



mation de base». Le ministre a exhorté les membres de la diaspora algérienne à apporter leur

aide et contribution dans le cadre de l'évaluation de ces réformes et accompagner, par leurs idées et

suggestions, l'Algérie à mettre en place une politique de prospective dans le secteur de l'enseignement supérieur. A cette occasion, une commission de suivi, composée de deux membres de la communauté algérienne établie au Canada et deux cadres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a été installée par Hadjar. Elle est chargée de suivre toutes les recommandations allant dans le sens d'établir des liens et des pans de coopération entre l'université algérienne et les chercheurs et universitaires algériens à l'étranger.

D. R.

S. M.

CHERCHEURS ALGÉRIENS EXPATRIÉS

Un annuaire mis en place

Aujourd'hui, des mécanismes efficaces sont instaurés par l'Etat en faveur des chercheurs algériens installés à l'étranger, afin de faciliter leur insertion.

Un partenariat est mis en place et même un annuaire a été créé portant plusieurs chercheurs algériens exerçant à l'étranger. C'est ce qu'a déclaré, hier, Hafidh Aourag, directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur sur les ondes de la Radio algérienne. «Nous avons mis des mécanismes qui sont fonctionnels pour que les chercheurs algériens exerçant à l'étranger puissent participer et contribuer dans la mise en œuvre du programme du développement de la recherche scientifique nationale», a-t-il fait savoir. Tout en précisant qu'«actuellement seuls 500 chercheurs algériens sont concernés par ce partenariat, on espère que ce chiffre augmentera grâce aux nouvelles conditions mises en place par l'Etat». Ajoutant en ce sens que «le premier mécanisme réside dans l'obligation de tous les conseils scientifiques des centres et unités de recherches qui doivent au moins avoir 25% de composante de leurs membres du conseil scientifique de la communauté algérienne à l'étranger». Concernant l'annuaire des chercheurs algériens expatriés, Aourag a expliqué qu'il porte sur trois catégories de chercheurs. La première catégorie concerne ceux qui ont des postes stratégiques dans les structures et organisations de recherche mondiale, la deuxième ceux qui exercent des activités de recherche dans



les structures de recherche, et la troisième comprend les enseignants qui exercent dans les universités et instituts de formation à l'étranger. Dans un autre contexte, le directeur a nié toute marginalisation de chercheurs algériens exerçant à l'étranger. «Je suis étonné quand j'entends parler de marginalisation ; l'intégration a été prise par décret présidentiel qui attribue les droits et les devoirs des chercheurs à l'étranger.» Ce même décret stipule que «tout chercheur algérien à l'étranger participant aux programmes natio-

naux de recherche est considéré comme un chercheur associé. Pour ce qui est de l'environnement et les conditions d'accueil des chercheurs, Il n'y a aucune distinction entre les chercheurs algériens à l'étranger et ceux qui exercent en Algérie». «La recherche scientifique a connu, ces dernières années, un changement considérable en termes de moyens, telle que la mise à niveau des équipements et des infrastructures de recherche», ajoute Aourag. D'autre part, et en termes de chiffres, Aourag affirme que «depuis 2010, ils

sont quelque 100 chercheurs qui reviennent annuellement au pays, soit pour y faire profiter momentanément de leurs travaux, soit pour s'y installer définitivement».

Refusant de s'exprimer sur le chiffre des 500 000 cadres qui auraient quitté le pays au cours des 30 dernières années, Aourag mentionne en retour les 30 000 étudiants boursiers envoyés, dans les années 1980, en formation à l'étranger et parmi lesquels, admet-il, «seuls 30% sont revenus au pays».

Smail Mimouni

LIBERTE

UNIVERSITÉ DE MOSTAGANEM

Un séminaire autour de la sécurité alimentaire en Algérie

■ À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le laboratoire des sciences et techniques de production animale de l'université de Mostaganem a organisé hier un séminaire sur le thème "Sécurité alimentaire en Algérie : défis et enjeux pour une indépendance alimentaire". Cette manifestation, sous la présidence de D' Homrani Abdelkader, s'adresse aux chercheurs

et acteurs algériens impliqués dans les problématiques de recherche et d'innovation dans les filières des sciences biologiques, alimentaires et agronomiques, dans le cadre d'un développement durable et respectueux de l'environnement. Elle constitue un espace de réflexion et de proposition pour appréhender les défis, les enjeux et les conditions afin de garantir une autonomie alimentaire relative et assurer la

biosécurité et la biosûreté des aliments. Plusieurs communications ont été données sur le sujet comme celle de Belmahdi Faïza, le dispositif de soutien de la production laitière en Algérie, thème de la communication du P' Bekada Ahmed. Les participants ont débattu des voies et moyens qui pourraient permettre de juguler les effets induits par la mondialisation et les

changements climatiques et optimiser l'exploitation des ressources alimentaires. Les doctorants et les étudiants du second cycle en sciences de la nature et la vie étaient présents à cette manifestation, qui s'est tenue au laboratoire des sciences et techniques de production animale dans l'exploitation agricole de l'université à Hassi Mamèche.

M. SALAH

LIBERTE

1^{re} JOURNÉES SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE AU CANADA

Vers le renforcement des échanges de partenariat algéro-canadien

Cette manifestation qui se déroule jusqu'au 19 octobre a réuni un grand nombre de la diaspora algérienne au Canada, dans les domaines de la recherche scientifique et culturel. Ces journées seront marquées par des conférences sur l'informatique, le management et la médecine. Il y aura également des expositions et projections de films.

Des artistes algériens établis au Canada ont gratifié l'assistance du palais de la culture Moufdi-Zakaria d'une soirée musicale alliant la musique andalouse, la musique de chambre et des chants lyriques. Cette manifestation a été organisée dans le cadre du lancement des 1^{res} journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne au Canada, qui se dérouleront jusqu'au 19 octobre.

Ce projet a germé il y a deux ans, lorsque des membres de la communauté algérienne installée au Canada ont soumis cette idée à Ramtane Lamamra, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, lors d'une visite officielle. À cet effet, cette initiative a été concrétisée par le ministère des AE, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que le ministère de la Culture.

Tout au long de ces journées, les chercheurs, universitaires, amateurs d'art ou simples curieux auront l'occasion d'assister à

diverses rencontres dans les domaines culturels et scientifiques, notamment à des conférences au niveau des ministères des AE et de l'Enseignement supérieur, ainsi que dans des instituts spécialisés. Ces conférences seront articulées autour de la gestion et du management, de la santé et de la médecine, des technologies de la communication, de l'informatique et de l'intelligence artificielle, du génie civil et industriel, de l'aéronautique et de la recherche opérationnelle. Pour le volet culturel, il sera ponctué d'une exposition collective de plasticiens, des concerts de musique, des spectacles de magie et une projection de film. Dans son allocution d'ouverture, M. Lamamra a tenu à rendre hommage aux victimes du 17 octobre 1961, à l'occasion de la journée nationale de l'immigration qui coïncide avec l'ouverture de cet événement. Concernant la concrétisation de ce projet, le ministre a souligné : "La constitution de février a constitué une opportunité pour montrer notre attachement ferme de notre État à une refondation et un approfondissement des liens avec sa communauté établie à l'étranger. La constitution comporte des acquis majeurs pour la communauté algé-



Ramtane Lamamra, ministre des AE, lors de l'ouverture de cette 1^{re} édition.

rienne dans la protection de ses droits, la sauvegarde de son identité et le renforcement de son apport pour le développement économique, social et scientifique." Et d'ajouter : "C'est un véritable partenariat que nous sommes appelés à bâtir conjointement à même d'une stratégie et d'objectifs déterminés avec des obligations de part et d'autre sur

la base d'un dialogue ouvert, continu et constructif avec les autorités internationales et les mouvements associatifs." Quant à Isabelle Roy, ambassadeur du Canada en Algérie, elle a indiqué que cet événement célèbre le "dynamisme de la communauté algérienne, soit un potentiel humain de plus de 100 000 Algériens établis nécessairement au Québec. Il s'agit d'un atout fondamental et d'un vecteur important pour le renforcement des relations et des échanges entre nos deux pays". Et de renchérir : "J'ai rencontré des personnes généreuses de leur temps, de leurs efforts dans divers domaines, notamment académique, professionnel et social. J'ai constaté que de nombreux Algériens installés au Canada sont engagés envers leur communauté dans laquelle ils vivent et contribuent également à aider d'autres communautés." Et de conclure : "J'espère que ces premières journées des membres de la communauté algérienne ne seront qu'un début et se poursuivront à l'avenir afin de rendre hommage à leur apport sur deux continents afin de renforcer les échanges de partenariat canado-algérien."

H. M.

Journées de la communauté algérienne au Canada Ouverture du programme culturel

Une soirée artistique alliant la musique de chambre et la musique andalouse à la musique contemporaine et au chant lyrique a été animée dimanche soir à Alger par une pléiade d'artistes algériens établis au Canada à l'occasion des «Journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne au Canada». Cette soirée qui aura inauguré le programme culturel de cette manifestation, s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar et celui de la Culture Azzeddine Mihoubi, de l'ambassadeur du Canada en Algérie Isabelle Roy et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie. Dans son allocution, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra a salué la «*mémoire et le sacrifice*» des victimes du massacre du 17 octobre 1961 en cette date de commémoration de la Journée nationale de l'immigration. Considérant «*l'attachement ferme de l'Algérie à une refondation et un approfondissement des liens avec sa communauté établie à l'étranger*», comme en «*témoigne*» la Constitution de février dernier, M.

Lamamra a rappelé les efforts de l'Etat pour «*la protection des droits de la communauté algérienne et de sauvegarde de son identité et de renforcement de son apport au développement de la mère patrie*». Le ministre a également souligné la nécessité de «*bâtir conjointement un véritable partenariat à l'aide d'une stratégie, avec des objectifs déterminés et des obligations de part et d'autre*» sur la base d'un «*dialogue ouvert et continu*» afin que

le savoir et les expériences acquises deviennent «*un patrimoine commun et partagé*». Pour sa part, l'ambassadeur du Canada en Algérie, Isabelle Roy, a salué le «*dynamisme*» de la communauté algérienne établie au Canada «*sur le plan académique, professionnel, et social*», en contribuant activement au «*mieux-être*» de la société canadienne et au «*raffermissement*» des relations entre l'Algérie et le Canada. Plusieurs fois primés au Canada,

le jeune prodige de la musique de chambre, le pianiste soliste Mehdi Ghazi a repris, devant le public de l'auditorium du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, de grands classiques de la musique universelle de compositeurs comme Bach, Mozart ou Chopin, avant d'inviter la soprano à la voix exceptionnelle Fairouz Oudjida.

Auteur, compositeur et interprète, Linda Thalie, qui s'est faite une place dans le paysage musical canadien et européen, a également présenté quelques morceaux de sa composition comme «*Rallye des gazelles*» ou des reprises comme «*Alger, Alger*» de Lili Boniche. Egalement établis au Canada, les musiciens de l'orchestre «*Les amis de la musique andalouse de Montréal*» ont également pris part à cette soirée inaugurale avec un répertoire oscillant entre des extraits de pièces andalouses et des morceaux de haouzi. Inaugurée dimanche, cette première édition des Journées scientifiques et culturelles des membres de la communauté algérienne au Canada se poursuivront jusqu'au 19 octobre avec plusieurs conférences universitaires au programme, une exposition collective de plasticiens, des concerts de musique, des spectacles de magie et une projection de film.

M. Z.